

Courrier Type

Le

M ou Mme (*Nom-Prénom*)

Adresse du lieu d'imposition (*en haut à gauche de l'avis d'imposition à la CFE*)

N° SIRET (*en haut à gauche de l'avis d'imposition à la CFE*)

Adresse de correspondance

N° de téléphone

Courriel

À Monsieur ou Madame le Responsable
du Service des Impôts des Entreprises
de
(*vous le trouverez dans le cadre « pour
vous renseigner » de l'avis d'imposition
à la CFE que vous avez reçu*)

Objet : Demande de dégrèvement de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) de 2010.

Je suis auto-entrepreneur depuis le (*date d'inscription auprès de votre centre de formalités des entreprises*) et comme le prévoit la loi, je sollicite de votre part le dégrèvement du montant de la Cotisation Foncière des Entreprises au titre de 2010.

En complément, je vous apporte les précisions suivantes (*cocher les cases utiles*) :

J'ai opté pour le versement forfaitaire libératoire à l'impôt sur le revenu.

Oui Non

J'ai, pour la première fois, réalisé un chiffre d'affaires ou employé un salarié en :

2008 2009 2010

Je n'ai pas réalisé de chiffre d'affaires à ce jour

Je joins à ma réclamation, à titre de justificatif, une copie de ma déclaration de début d'activité en tant qu'auto-entrepreneur, déposée auprès de mon centre de formalités des entreprises.

J'atteste que ni moi-même ou mon conjoint, ni mon partenaire auquel je suis lié par un pacte civil de solidarité, ni mes ascendants et descendants n'ont exercé, au cours des trois années qui précèdent la création, une activité similaire à celle de mon entreprise nouvellement créée¹.

J'atteste sur l'honneur de la véracité des éléments qui sont portés à votre connaissance.

Veuillez agréer, Monsieur ou Madame le Responsable du Service des Impôts des Entreprises, mes salutations distinguées.

Signature

¹ En effet, l'alinéa 2 de l'article 1464 K du CGI prévoit que l'exonération de CFE ne concerne pas l'exploitant, son conjoint, le partenaire auquel il est lié par un pacte civil de solidarité, ses ascendants et descendants qui ont exercé, au cours des trois années qui précèdent la création, une activité similaire à celle de l'entreprise nouvellement créée.